

---

# LE POINT DU JOUR, OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CCXXXIII.

Du Samedi 6 Mars 1790.

---

N. B. Le sieur Cussac, desirant obvier à ce que MM. les souscripteurs n'éprouvent plus à l'avenir d'interruption dans l'envoi du *Point du jour*, croit qu'il leur seroit plus avantageux & moins dispendieux, à cause des ports de lettres, de s'abonner pour plusieurs mois à la fois, ou d'avoir soin de renouveler quinze jours avant l'expiration de leur abonnement, par la voie de MM. les directeurs des postes, à qui ils pourroient en remettre le montant, & en affranchir le port ainsi que celui des lettres.

La collection de ce journal forme actuellement 210 numéros, non compris l'abonnement courant (le huitième;) ces 210 numéros forment 6 volumes, dont le prix est de 27 livres brochés, pris à Paris, & de 33 livres pour la province, franc de port; chaque volume se vend séparément 4 liv. 10 sous pour Paris, & 5 livres 10 sous, franc de port pour la province.

L'abonnement courant est toujours de 6 livres pour Paris, & 7 liv. 10 sous pour la province.

---

**L**A députation du bataillon de Saint-Martin-des-Champs s'est présentée pour offrir un don patriotique, elle a été reçue à huit heures.

M. Durand, capitaine d'infanterie, ancien consul de France & grenadier de ce bataillon, étoit chargé de porter la parole; il a dit:

Tome VII.

Z

## N O S S E I G N E U R S ,

« Le bataillon de Saint-Martin-des-Champs apporte l'offre de son don patriotique : de plus riches que le sien ont été déposés sur l'autel de la patrie ; mais la patrie ne calcule point les dons de ses enfans ; un tribut infiniment plus flatteur pour elle est celui de l'amour & du zèle à la servir ; ce sont les hommages & les respects du citoyen pour la sagesse de vos décrets. Le bataillon de Saint-Martin-des-Champs est le premier qui ait juré d'en maintenir l'exécution ; il saisit cette heureuse circonstance pour renouveler ce serment , en présence des législateurs même de l'empire.

*Séance de jeudi soir.*

C'est un singulier contraste que celui qu'offrent de toutes parts les mouvemens inquiets , les espérances vagues des aristocraties expirantes , & les hommages multipliés que l'assemblée nationale reçoit de la part des nouvelles municipalités. Une partie de la séance a été employée à la réception des députés extraordinaires des différentes villes du royaume, qui , en présentant la plus parfaite adhésion aux décrets de l'assemblée , ont offert des dons patriotiques. Ils ont aussi renouvelé le serment national , & déclaré que leurs concitoyens l'avoient prêté avec autant d'empressement que de solennité.

On a applaudi au discours de M. Taverne de Mont-d'hiver , Bourguemestre honoraire , & l'un des majors de la garde nationale de Dunkerque , de M. Foulcon , & de M. de Juignau du Lorger , députés de Poitiers ; aux discours prononcés au nom des citoyens des villes de Meulan , Montmirail en Brie , Lentreon en Périgord , Château - du - Loir , Cherbourg. M. le président a exprimé à tous ces députés la satisfaction de l'assemblée , & les a invités à la séance.

Après avoir rendu hommage aux vertus civiques dont toutes les villes du royaume & les municipalités nouvelles



donnent des témoignages si éclatans , il est douloureux d'avoir à raconter encore les excès d'une aristocratie d'autant plus dangereuse , qu'elle est revêtue de la puissance exécutive des loix. Quel moment un magistrat chargé du ministère public , a-t-il donc choisi pour insulter à la liberté nationale ? Celui où le peuple souffre , où le commerce languit , où tout est dans une agitation & une effervescence qui accompagnent toujours les révolutions politiques , lui a paru être une circonstance heureuse. La magistrature bordelaise a-t-elle donc cru qu'au milieu des cris de douleur que proféroit le commerce , au milieu de l'inquiétude générale que donnoit à tous les esprits la situation des colonies , les citoyens de Bordeaux oublieroient tout-à-coup leur patriotisme pour se livrer à l'aristocratie judiciaire ?

Ce seroit mal connoître l'esprit public de cette grande cité , que de la juger ainsi ; & ce seroit être injuste , que de ne pas publier la manière courageuse dont M. Boyer Fonfrède jeune , aide-major général , a dénoncé à l'armée patriotique bordelaise , l'étrange réquisitoire du procureur-général de ce parlement , & l'arrêts de la chambre des vacations.

*ARRÊT de la cour de parlement , concernant les attroupemens qui se sont formés , & les ravages qui ont été commis dans certaines provinces du ressort de la cour. Du 20 février 1790.*

Ce jour , le procureur-général du roi est entré , & a dit :

M E S S I E U R S ,

Qu'il est douloureux pour nous d'être forcés de faire diversion à des témoignages apparens de félicité publique , pour fixer vos regards sur les fléaux & les calamités sans nombre qui affligent & dévastent une partie de votre ressort !

Tout ce que le roi avoit préparé pour le bonheur de ses



fu jets; cette réunion des députés de chaque bailliage, que vous aviez sollicitée vous-même pour être les représentans de la nation, pour travailler à la réformation des abus & pour assurer le bonheur de l'état; tous ces moyens si heureusement conçus & si sagement combinés, n'ont produit jusqu'à présent que des maux qu'il seroit difficile d'énumérer. La liberté, ce sentiment si naturel à l'homme n'a été pour plusieurs qu'un principe de séduction, qui leur a fait méconnoître leurs véritables intérêts, tandis que d'autres en ont fait un cri de ralliement, auquel se sont rassemblés les hommes les moins dignes d'en jouir.

Ainsi se sont formées ces hordes meurtrières qui ravagent le Limousin, le Périgord, l'Agénois, & une partie du Comdomois : ces provinces sont dans ce moment inondées du sang de leurs habitans; ce n'est de toutes parts que meurtres, incendies; ce sont des ravages de toute espèce, & des cruautés dont il seroit aussi long que pénible de vous faire le tableau.

Mais qui pourra concevoir quel est l'empire de ce prestige destructeur qui, dans tant de provinces & dans le même temps, a séduit les habitans des campagnes au point de leur faire abandonner la culture des terres pour former des attroupemens séditieux, & qui tournant, pour ainsi dire, leur fureur contre eux-mêmes, les a portés à détruire par le pillage, les dépôts de leur subsistance actuelle, à intercepter la circulation des grains, & à nous inspirer encore des alarmes sur la récolte à venir?

La dévastation des châteaux n'a point assouvi leur rage; ils ont osé commettre les mêmes horreurs dans les églises; & on nous assure que dans leur fureur, l'autel même n'a pas échappé à leurs mains sacrilèges.

Voilà, Messieurs, les premiers fruits d'une liberté publiée avant la loi qui devoit en prescrire les bornes &



dont la mesure a été livrée à l'arbitraire de ceux qui avoient tant d'intérêt à n'en connoître aucune.

Mais non, Messieurs, la loi existe encore , & il est honorable pour vous qui en êtes les ministres , comme pour nous qui en sommes l'organe , de donner aux juges de votre ressort l'exemple de ce courage qui ne connoît que le devoir , de les rassurer sur leurs tribunaux , & de leur inspirer la force de poursuivre ces brigandages avec toute la sévérité des ordonnances.

Eh ! que craindroient-ils en effet ? La justice & la loi trouveront assez d'appuis dans ces citoyens dont nous vous peignons les malheurs & les alarmes ; car il en est dans les campagnes mêmes où la contagion a fait le plus de progrès ; il en est , disons-nous , qui savent , ainsi que les milices des villes , qu'ils sont armés contre les féditieux , contre les brigands , contre les ennemis du bien public , pour le maintien de l'autorité royale & de l'empire des loix , pour le retour de l'ordre & de la police générale , sur lesquels repose le bonheur public.

Ainsi les détracteurs de la magistrature , inquiets ou jaloux de l'arrêt que vous allez rendre , se hâteroient vainement d'en publier l'insuffisance pour en atténuer les effets ; ils ne nous accuseront pas d'avoir vu tant de maux avec indifférence ; ils n'abuseront plus la crédulité des peuples , & dût cet acte de votre justice souveraine être le dernier , ce peuple y reconnoîtra peut-être encore ceux dont il a pleuré la captivité , ceux qu'il a si souvent & si justement appelé ses défenseurs & ses pères.

Attant , requérons être ordonné qu'à la diligence de nos substituts dans les sièges royaux , & des procureurs d'office dans les juridictions seigneuriales , chacun en droit soi , il sera informé des faits mentionnés dans le présent réquisitoire , pour le procès être fait & parfait aux auteurs ,



fauteurs & participes dedsdits délits , suivant la rigueur des ordonnances ; les juges qui en connoîtront , être invités à redoubler de zèle & d'activité.

Au surplus, être enjoint aux municipalités du ressort de faire usage de tous les moyens qui sont en leur pouvoir , pour arrêter le cours des désordres , & se saisir de la personne de leurs auteurs ; & à tous les dépositaires de la force publique, de leur prêter aide & main-forte sur les réquisitions qui leur en seront faites ; être ordonné en outre que le présent arrêt sera imprimé , lu , publié & affiché par tout où besoin sera , & envoyé dans tous les bailliages, sénéchaussées & municipalités, pour y être pareillement lu , publié & affiché , à la diligence des substituts du procureur-général du roi , qui seront tenus d'en certifier la cour dans le mois. DUDON.

La cour , faisant droit du réquisitoire du procureur-général du roi , ordonne qu'à la diligence de ses substituts dans les sièges royaux , & des procureurs d'offices dans les juridictions seigneuriales , chacun en droit soit , il sera informé des faits mentionnés dans le présent réquisitoire , pour le procès être fait & parfait aux auteurs , fauteurs & participes dedsdits délits , suivant la rigueur des ordonnances. Ladite cour invite les juges qui en connoîtront à redoubler de zèle & d'activité ; au surplus , enjoint aux municipalités du ressort de faire usage de tous les moyens qui sont en leur pouvoir , pour arrêter le cours des désordres , & se saisir de la personne de leurs auteurs ; & à tous les dépositaires de la force publique , de leur prêter aide & main-forte , sur les réquisitions qui leur en seront faites : ordonne en outre que le présent arrêt sera imprimé , lu , publié & affiché par tout où besoin sera , & envoyé dans tous les bailliages, sénéchaussées & municipalités , pour y être pareillement lu , publié & affiché , à la dili-



gence des substituts du procureur général ; qui seront  
tenus d'en certifier la cour dans le mois. Fait à Bordeaux ,  
en parlement , & chambre des vacations , le vingt février  
mil sept cent quatre-vingt-dix.

*Monsieur D'AVEARD, président.*

*Collationné. Signé DELPECH.*

*Dénonciation de la chambre des vacations du parlement de  
Bordeaux , par M. Boyen-Fonsfrède, jeune, aide-major-  
général.*

M E S S I E U R S ,

Vous connoissez sans doute le motif qui m'amène au  
milieu de vous , & vous êtes animés d'avance des mêmes  
sentimens d'indignation qui me font parler. La chambre des  
vacations du parlement de Bordeaux vient de rendre un  
arrêt qui doit trouver autant de dénonciateurs qu'il est  
de citoyens ; & dans le ministère que je viens remplir ,  
je n'ai d'autre mérite que celui d'avoir prévenu tous les  
volontaires de l'armée. Cet arrêt, messieurs, qui va être  
remis sur votre bureau, n'a pas précisément le caractère  
de sédition de ces écrits incendiaires qui reponssent même  
les partisans du despotisme ; la chambre des vacations a  
préféré la perfidie à la violence , & a voulu frapper avec  
moins de force pour frapper avec plus de sûreté. Le  
parlement de Rennes, du moins, avoit apporté jusques  
dans ses erreurs & dans ses crimes une sorte de fermeté  
courageuse qui redoubloit la haine des patriotes , sans ex-  
citer leur mépris ; mais la chambre des vacations du par-  
lement de Bordeaux, colorant, par une lâche adresse, ses  
principes féodaux & ses desseins criminels du voile du  
bien public & de l'amour de la paix, a voulu tromper le  
peuple, qu'elle n'avoit pas la force de combattre , & a

montré le sentiment de sa foiblesse en même temps que celui de son crime.

Je ne releverai point à vos yeux, messieurs, toutes les vieilles & coupables maximes, les rapports exagérés, la douleur feinte & perfide, & les doutes injurieux qui empoisonnent cet écrit; il suffit de ses premières phrases pour en juger, & c'est un grand adoucissement pour un cœur citoyen de n'avoir pas à rappeler & à combattre tant de principes pervers & blasphèmes publics, qui coûtent même à prononcer.

*Tout ce que le roi avoit préparé pour le bonheur de ses sujets, dit le réquisitoire du procureur-général, cette réunion des députés de chaque bailliage, que vous avez sollicitée vous-mêmes pour être les représentans de la nation; tous ces moyens si heureusement conçus & si sagement combinés, n'ont produit jusqu'à présent que des maux qu'il seroit difficile d'énumérer.*

Est-il vrai, messieurs, j'en appelle à vos cœurs, dignes de sentir & de goûter la liberté & les heureux changemens qui ont déjà signalé les premiers travaux de nos représentans? Est-il vrai que, leur réunion n'ait produit jusqu'ici que des maux? Quoi! la destruction des privilèges, des bastilles, des ordres arbitraires, de tous les despotes, grands & petits, des corps intermédiaires qui trompoient le monarque & le peuple; de la vénalité des offices & des officiers; la réforme des loix criminelles, l'établissement des municipalités, le sanctionnement de la dette publique: tant de bienfaits ne seront considérés que comme des maux? Ce sont des maux sans doute pour les mauvais citoyens, pour ceux que les abus faisoient vivre, & qui perdent tout en perdant le droit d'opprimer; ce sont des maux pour ceux qui ne demandoient les états-généraux que dans l'espoir de se voir refuser; qui vouloient ériger leurs usurpations en droits, & qui n'ont combattu le despotisme mi-



nistériel, que parce qu'il contrarioit le despotisme parlementaire; qu'ils gémissent donc entr'eux de leurs pertes; qu'ils p'eurent sur l'heureuse révolution qui nous rend tous libres, égaux & heureux; leur douleur aristocratique fera un nouvel hommage rendu à la bonté de nos loix & à la sagesse de nos représentans; mais qu'ils se gardent de répandre leurs plaintes séditieuses; tous les regrets sont criminels, quand la nation n'a que des espérances; qu'il ne leur soit permis de publier que leurs remords parmi le peuple; le peuple n'a ni remords ni regrets; & s'il lui en restoit quelqu'un, ce seroit d'avoir été détrompé si lentement, & délivré si tard de ceux qui ont l'audace de se nommer aujourd'hui ses pères.

Que penser, messieurs, de cette affectation, de ne désigner l'assemblée nationale que par le titre de *députés de bailliage*? La chambre des vacations a craint qu'en prononçant ce nom cher & révérend de tous les Français, elle ne réveillât toutes les idées de bonheur, d'espérance & de liberté qui accompagnent l'image auguste de l'assemblée de nos représentans; elle a craint que ce mot seul ne les réfutât & ne les confondit. Il semble, en effet, que tous les corps anti-constitutionnels & aristocratiques se sont accordés à refuser son véritable nom à l'assemblée de la nation: c'est ainsi, je pense, qu'un athée doit frémir en prononçant le nom sacré de la divinité.

Les fastueuses descriptions par lesquelles la chambre des vacations a voulu alarmer & soulever le peuple, ne sont que des phrases de rhéteur; ces exagérations convenoient à des remontrances, mais le temps des remontrances est passé. Sans doute de grands maux ont affligé la Haute-Guienne & le Limousin; nous en avons gémi dans le fond de nos cœurs, & nous avons cherché à les adoucir & à en prévenir la durée autrement que par des arrêts;

mais ces malheurs sont à leur terme , & tout est pacifié dans ces provinces ravagées. Où donc est le but de l'arrêt du parlement ? Au nom de qui viennent-ils nous commander , quand nous avons des représentans & des municipalités légales ? Où est la force publique dont ils veulent disposer ? Falloit-il d'ailleurs déplorer en style emphatique les malheurs de la nation , & calomnier ses représentans , pour consoler & pacifier le peuple ? Voyez , Messieurs , la lettre du comité de Brives , qui a mis ces droits de l'homme si métaphysiques & cette constitution si compliquée , à la portée du simple payfan ; voilà des citoyens qu'anime le bien public ! Voilà les vrais missionnaires de la paix & de la liberté ! . . . . Pour les chambres de vacations , qu'elles nous jugent , puisqu'il le faut , encore quelques instans ; qu'elles vivent & meurent en paix , & ne rappellent plus leur existence , si elles ne veulent hâter l'instant de leur destruction : voilà l'autorité qu'on peut laisser encore à leur *justice souveraine*.

Je me sens entraîné , malgré moi , Messieurs , par l'indignation que m'inspire l'arrêt de la chambre des vacations ; mais le temps m'arrête & me force à me résumer.

Les troupes patriotiques se sont formées pour le maintien de l'ordre & de la liberté ; mais pour protéger celle des citoyens , il faut être citoyen soi-même ; ainsi , c'est un grand honneur en même temps qu'un rigide devoir ; or , comment conserver ce droit glorieux , de défendre les droits de ses concitoyens , à des juges usurpateurs , qui ne reconnoissent point l'assemblée nationale , par qui nous existons libres , & pour laquelle nous nous sommes armés , & qui maudissent publiquement la révolution qui a fait de nous des soldats patriotiques.

Je conclus , Messieurs , à ce que le conseil général de l'armée déclare déchus de tous les grades , ainsi que de



celui de volontaires, les membres de la chambre des vacations du parlement de Bordeaux.

Je conclus, en outre, à ce que l'arrêt rendu par cette chambre, le 20 février, soit dénoncé à la municipalité actuelle, composée des jurats & des électeurs, avec l'instance prière de la dénoncer à son tour à l'assemblée nationale.

*Signé* BOYER FONFREDE jeune,

*Aide-major-général.*

M. de Montmorenci a fait le rapport de cette affaire avec beaucoup de précision. Après avoir lu les deux pièces qu'on vient de transcrire, il a donné connoissance à l'assemblée, 1°. de l'adresse des citoyens & de l'armée patriotique de la ville de Bordeaux, qui dénonce le même arrêt à l'assemblée nationale; 2°. d'une délibération d'adhésion du maire, lieutenant de maire, jurats ou électeurs de la commune de la même ville; avec supplication à l'assemblée nationale de prendre cet objet en considération.

Nous ferons connoître demain l'adresse des citoyens & de l'armée patriotique Bordelaise, le projet du décret proposé par le comité, les débats qui ont précédé l'admission de M. Dudon de l'Estrade, à la barre; la discussion qui a suivi, & le décret qui mande à la barre le président de la chambre des vacations du parlement de Bordeaux & le procureur-général, à qui, en considération de son grand âge, il est ordonné de rendre compte de sa conduite par écrit. La séance a duré jusqu'après minuit.

*Séance d'hier.*

Nous sommes forcés de renvoyer au N°. prochain le décret rendu pour la ville d'Orléans sur le rapport du comité des finances; un autre décret proposé par M. Camus au nom du comité des pensions; un rapport fait par M. Merlin sur l'abolition du tiers denier dans les provinces de Lorraine, du Barrois & du Clermontois.

A la suite de ce rapport, l'assemblée a décrété quatre articles des droits féodaux; elle a entendu ensuite un rapport fait par M. de la Jacqueminière, au nom du comité d'agriculture & de commerce, sur les droits de péage & de minage. L'impression de ce rapport & du projet de décret, qui est à la suite, a été ordonnée avant qu'il soit soumis à la délibération.

Nous terminerons en faisant connoître l'avis important que M. Necker a fait passer au président de l'assemblée.

» Le premier ministre des finances croit devoir informer M. le président, qu'il aura l'honneur de lui adresser demain avant midi pour l'assemblée nationale, un mémoire relatif essentiellement à la situation actuelle des finances. Il regrette que l'état de sa santé ne lui permette pas d'aller le présenter lui-même à l'assemblée.

» Le premier ministre des finances prie M. le président d'agréer l'hommage de son respect. »

Ce vendredi 5 mars.

*Le mémoire fera de deux heures de lecture.*

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.